

## International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



### Chartre 77/END

Les droits de l'Homme et la paix, un dialogue avec les  
mouvements pour la paix de l'Ouest

The Charter of 77: Human rights and peace: A dialogue with  
Western peace movements

Chartre 77: los derechos del hombre y la paz, un diálogo con los  
movimientos occidentales por la paz

Zdena Tomin and Jan Kavan

Number 12 (52), Fall 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034567ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034567ar>

[See table of contents](#)

#### Article abstract

The correspondence presented here between the "Charter of 77" group from Czechoslovakia and the "European Nuclear Disarmament" group from Great Britain offers an example of the constructive dialogue possible between East and West. The underlying theme here is that one of the preconditions for narrowing the communication gap and reducing sources of conflict lies in the possibility of developing mutual understanding between peoples on the basis of respect for the aspirations and positions of all involved.

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this document

Tomin, Z. & Kavan, J. (1984). Chartre 77/END : les droits de l'Homme et la paix, un dialogue avec les mouvements pour la paix de l'Ouest. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 115–123. <https://doi.org/10.7202/1034567ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Charte 77/END

**Les droits de l'Homme et la paix,  
un dialogue avec les mouvements pour la paix de l'Ouest**

**Z. Tomin et J. Kavan**

Le gouvernement tchèque n'a pas été chanceux quand le Kremlin a pris la décision de déployer les SS-21 et SS-22, l'année même où la Tchécoslovaquie recevait la grandiose Assemblée mondiale de la paix, lançait de puissantes attaques biaisées à l'égard des missiles US en Europe de l'Ouest et servait à sa population un barrage continu de propagande agressive en faveur de la paix. Les médias, par exemple, ne se lassaient de répéter, avant le mois d'octobre, que le déploiement des armes nucléaires

ne contribue pas à la sécurité des pays où celles-ci sont déployées, mais, au contraire, les expose aux dangers d'une attaque nucléaire ou d'une contre-attaque, ce qui signifierait la destruction totale du territoire et de toute vie qui s'y trouve.

Il n'était pas surprenant que plusieurs personnes devinrent appréhensives.

Le 5 novembre 1983, *Rudé Právo* admit que les éditeurs avaient reçu des piles de lettres de leurs lecteurs, contenant des expressions de « malaise et de recherches confuses ». Nombre de ceux qui exprimèrent leur anxiété étaient des gens n'ayant aucun lien avec Charte 77. Plusieurs avaient de bons emplois et étaient même parfois membres du Parti communiste.

Le nombre des slogans de paix dessinés à la craie augmenta, des posters de protestation apparurent dans des universités et des centaines d'étudiants répondirent à un appel demandant de dessiner des petits soleils sur les posters, s'ils n'étaient pas d'accord avec le déploiement des missiles. (Il semble que ces posters en furent couverts en quelques heures, avant que la police ne s'amène pour les enle-

ver.) Des pétitions de protestation commencèrent à circuler parmi des jeunes catholiques, des apprentis en usine et des étudiants du secondaire, surtout dans la capitale morave de Brno. Les pétitions se répandirent rapidement jusqu'à Prague et dans d'autres villes, et impliquèrent d'autres groupes d'âge et d'autres groupes sociaux. On fit pression sur les signataires pour qu'ils retirent leurs signatures, en les menaçant de perte d'emploi ; un nombre de signatures furent confisquées lors de fouilles à domicile, mais, en dépit de cela, près de mille signatures furent obtenues pour une seule pétition qui circula en janvier 1984.

Voici le texte de cette pétition :

À la suite de la décision de déployer des armes nucléaires en Tchécoslovaquie, nous reconnaissons l'urgente menace que la course à l'armement représente pour notre

116 pays, pour le monde entier et pour toute l'humanité. Si nous voulons parler sérieusement de paix, nous ne pouvons pas être indifférents à quelque procuration d'armes que ce soit. Ainsi, nous nous opposons à l'armement nucléaire, partout dans le monde. Aussi, nous nous opposons au déploiement d'armes nucléaires en Tchécoslovaquie.

En juin dernier, lorsque des centaines de jeunes gens confrontèrent la police, à la suite de l'interdiction d'un concert rock, celle-ci fut accueillie par des cris de « Nous voulons la paix » et de « Nous voulons la liberté ». Plusieurs jeunes gens furent arrêtés et certains furent condamnés à des termes d'emprisonnement allant jusqu'à 20 mois. Le gouvernement est clairement inquiet que des slogans spontanés pour la paix adoptés par une jeunesse de plus en plus aliénée et l'apparition des pétitions de protestation signées surtout par des jeunes gens, pourraient mener à la formation d'un véritable mouvement non officiel pour la paix en Tchécoslovaquie.

Sachant que, du moins sur la question des missiles soviétiques, un tel mouvement aurait de nombreux partisans potentiels à travers le pays, y compris des membres ordinaires du Parti, les autorités sont anxieuses de tuer dans l'oeuf ces protestations croissantes, et surtout, tout appel pour les coordonner. Cependant, elles ont lancé une campagne dans les mass media, argumentant que le déploiement est une réponse nécessaire à la pré-

sence de missiles américains en Europe de l'Ouest, que les missiles soviétiques sont des « missiles de paix » et que le déploiement était, de toute façon, une décision de la plus haute autorité— ce qui élimine donc tout doute possible et ne permet aucune critique.

Dans l'histoire de l'humanité, il n'y a presque jamais eu de longues périodes de paix. Ne pas lutter contre l'agression, l'injustice et l'oppression a été, et demeure, moralement inacceptable dans la plupart des civilisations humaines. Les mouvements pour la paix occidentaux sont accusés de vouloir apaiser à tout prix, de trahir la liberté qui leur permet d'exister, de jouer le jeu du plus fort à la table de négociation, et d'être défaitistes et naïfs. Certains de leurs critiques préfèrent ne pas prendre trop au sérieux la possibilité sans précédent d'un désastre global de l'homme et de son environnement, ou alors croient qu'il peut être contrôlé par des moyens politiques et technologiques— ces mêmes moyens qui sont responsables de la menace nucléaire actuelle.

Si les mouvements pour la paix de l'Ouest avaient attendu, dans leur montée, que se soulèvent spontanément les mouvements de masse en URSS et en Europe de l'Est pour universaliser l'idée d'un désarmement unilatéral, ils auraient certes été moins vulnérables, mais ils auraient aussi perdu de leur impact. La non-existence de vastes et populaires campagnes pour le désarmement en Europe de l'Est et la persécution des petits groupes non officiels pour la paix, jointes à la répression constante des mouvements pour les droits de l'homme, posent de difficiles questions. La situation, étant donné la nature du totalitarisme, est peu surprenante. La véritable surprise — d'une très grande importance — est le nombre croissant de gens en Europe de l'Est qui sont profondément intéressés au dialogue et à la coopé-

ration avec le mouvement de l'Ouest. En dépit des nombreux malentendus qui existent encore, cela représente un grand pas en avant. Les « peaceniks » et les « dissidents » ont été trop souvent utilisés à tort par la propagande officielle des deux côtés. Ces deux *establishments* ont intérêt à empêcher qu'on arrive à une entente, parce qu'ils auraient alors à faire face à un mouvement unifié capable d'articuler les désirs et les demandes des gens ordinaires, des deux côtés du mur idéologique.

Il est absolument crucial qu'un dialogue informé ait lieu, ou plutôt, que le dialogue en cours s'étende et conduise à une entente mutuelle et, éventuellement, à une coopération durable. Chaque côté doit apprendre à interpréter les préjugés, les illusions et les priorités de l'autre. Cela est rendu plus compliqué par le manque d'information concernant la situation et l'expérience de l'un et de l'autre — une information qui n'est pas rendue aisément accessible par les médias de chacun des deux côtés. La terminologie d'usage n'aide en rien : des termes tels que « paix » à l'Est et « droits de l'homme » à l'Ouest ont été depuis longtemps récupérés pour une exploitation politique intéressée.

Charte 77 fut fondé en 1977, moins d'un an après que le gouvernement tchèque eut ratifié les deux principaux accords internationaux sur les droits de l'homme — sans aucune intention de les mettre en pratique — par 240 des plus importants auteurs, universitaires, journalistes et politiciens, bannis de la vie publique après l'invasion soviétique de 1968. En dépit du harcèlement et de la persécution, de procès théâtraux et des rudes sentences administrées à des gens innocents de tout crime, Charte 77 a pris de l'ampleur et a atteint, dès ses trois premières années d'existence, un « *members-hip* » de plus de mille personnes,

une vaste proportion des nouveaux signataires étant des jeunes travailleurs. Les chartistes entreprirent non seulement de surveiller toutes les violations des droits de l'homme, mais aussi de créer un noyau d'« initiatives indépendantes de citoyens » et un champ de discussion pour y traiter de questions politiques devenues officiellement taboues. Bien qu'en déployant d'énormes forces de sécurité et des méthodes de persécution manifestement illégales, le régime tchèque ait presque réussi à isoler Charte 77 de la « majorité silencieuse », ce mouvement jouit encore d'une haute estime au plan moral en tant que seule voix audible de la pensée politique indépendante. Il y avait à un moment donné des milliers de partisans anonymes de la Charte.

Il est difficile d'évaluer aujourd'hui le nombre de ceux-ci — quelques-uns se sont peut-être lassés de ses pétitions et de son approche en tout temps respectueuse des lois, d'autres de sa position ouvertement « dissidente », si difficile à tenir. Mais on a vu apparaître, ces deux dernières années, des milliers de très jeunes gens désenchantés du militantisme du régime, et adoptant l'appel à l'amour des chansons de Lennon comme leur forme de protestation. Pour eux, Charte 77 n'est guère plus qu'un symbole — mais les symboles peuvent être puissants. La Charte n'est pas, en fait, un mouvement pour la paix — c'est un mouvement pour les droits de l'homme et il doit demeurer ainsi. Cependant, c'est dans Charte 77 que l'impulsion fournie par les mouvements pour la paix trouve sa meilleure réponse.

Le soupçon et la quasi-hostilité avec lesquels les premières approches des militants pour la paix britanniques furent accueillies, il y a trois ou quatre ans, est maintenant une chose du passé. À la fin de 1981, Charte 77 répondit à des discussions informelles lors de visites privées, à des approches pruden-

tes de la part de certains groupes individuels pour la paix venus de l'Ouest et à des spéculations répandues par les médias sur son attitude à l'égard du mouvement pour la paix, par l'envoi d'une lettre ouverte adressée aux mouvements pour la paix de l'Europe de l'Ouest.

Depuis lors, Charte 77 a émis plusieurs déclarations officielles, c'est-à-dire des documents signés par les porte-parole actuels de Charte 77. Bien que ces déclarations soient critiques à l'égard d'une interprétation trop étroite de la paix, elles sont positives et expriment un authentique désir de dialogue.

Il est peu surprenant que les voix venant de Prague sonnent parfois de façon discordante. Charte 77 est politiquement hétérogène, la défense des droits humains et civils étant le seul dénominateur commun parmi ses membres. Il est naturel, sûrement, que des individus adoptent différentes approches selon leurs convictions politiques ou religieuses particulières. Une variété similaire de points de vue se retrouve parmi les militants pour la paix de l'Ouest. Chez ces derniers, il y en a qui endossent sans équivoque, d'autres sont des gens naïfs et crédules, d'autres sont impressionnés par la possibilité de discuter avec de puissants hommes d'action communistes, et enfin il y en a qui valorisent tout contact avec les non-officiels pour la paix. Ceci crée une plus grande nécessité pour un dialogue qui produirait une meilleure compréhension de la position de l'autre côté, une plus grande cristallisation des points de vue et, éventuellement, un choix informé de ses partenaires et alliés. L'une des conditions préalables de ceci est l'élimination des diverses strates de conceptions erronées et une définition des principaux principes impliqués.

La menace d'un désastre nucléaire semble moins réelle aux Européens de l'Est qu'aux Européens de l'Ouest, en partie à cause

du fait que l'information sur les amoncellements d'armes destructives est moins accessible en Europe de l'Est et, en partie, à cause du fait que plusieurs personnes savent instinctivement que la « balance de la terreur » met un frein à l'expansionnisme soviétique. De plus, bien entendu, la menace nucléaire passe au second plan à cause du besoin de lutter quotidiennement et en dépit des très faibles chances de réussite, pour la défense des plus élémentaires droits humains et civils. L'expérience a conduit les Européens de l'Est à se méfier des motifs des militants occidentaux pour le désarmement, un état de choses que de meilleures communications avec l'Ouest devrait corriger. Inversement, les Occidentaux doivent comprendre, eux aussi, pourquoi des groupes des pays du bloc soviétique insistent toujours sur l'indivisibilité des droits de l'homme et de la paix — « Europe de paix et justice », « paix fondée sur la justice », « paix avec dignité humaine » — ce sont là les thèmes courants articulés par tout le monde à travers la gamme complète des croyances politiques. Charte 77 perçoit sa promotion des droits et des devoirs de l'homme comme une « quête pour la paix, parce qu'elle proclame une responsabilité mutuelle des êtres humains entre eux ».

Pour que la paix ne soit pas qu'un simple cessez-le-feu, il est essentiel de s'attaquer aux sources des conflits et des tensions qui ont conduit, par le passé, à la guerre. Il n'est pas trop difficile de se mettre d'accord sur la thèse que les pays libres de tensions internes ne sont pas ceux qui déclarent les guerres, tandis que de graves conflits internes, l'oppression et les violations de la justice à l'intérieur d'un pays, peuvent mettre la paix en danger. La paix, comme détente entre les deux superpuissances, la paix de type « Pax Americana » avec son El Salvador, ou la paix de type « Pax

118

Sovietica », avec sa Tchécoslovaquie et son Afghanistan, est un travestissement des rêves de la plupart des militants pour la paix occidentaux. Si on ne rejette pas l'idée de certains d'entre eux à l'effet que la paix et les droits de l'homme sont mutuellement exclusifs, en même temps que l'assertion de Zhukov, président du Conseil de la paix soviétique, voulant que la considération des droits de l'homme équivale à une « infiltration de la guerre froide dans le mouvement anti-guerre » (*New Statesman*, le 14 janvier 1983), il y a alors peu d'espoir que s'établisse un véritable dialogue entre les groupes non gouvernementaux de l'Ouest et de l'Est.

Au cours du dialogue entre Charte 77 et les mouvements pour la paix de l'Ouest, il est devenu clair que même divers porte-parole de Charte 77 ne sont pas toujours arrivés à un accord total entre eux.

Il faudrait que le besoin qu'ont les partisans de la paix de Charte 77 (comme aussi sans doute les membres d'autres groupes non officiels pour la paix) de continuer un dialogue de clarification entre eux ne retarde pas et ne nuise pas au dialogue crucial entre l'Est et l'Ouest ; en dépit de sa plus longue vie et de sa plus grande facilité de communication, le mouvement pour la paix de l'Ouest ne s'exprime pas à l'unisson. Les militants pour la paix ne se sont même pas entendus, entre autres choses, sur qui devrait être leur principal partenaire dans un tel dialogue.

Le mouvement pour la paix de l'Ouest est né du désir du monde ordinaire de s'assurer de son avenir et de celui de la planète, de la peur d'un holocauste nucléaire et de la méfiance à l'égard des assertions de ses gouvernements, à l'effet que la paix est en sécurité entre les mains des politiciens, dont plusieurs ne voient aucune alternative à la spirale autodestructrice de la course aux armements.

Ainsi, de toute logique, ils devraient tendre la main aux groupes non officiels pour la paix de l'Est, qui sont similairement motivés, plutôt qu'aux officiels Conseils de paix dirigés par des politiciens dont le but est de projeter une image libérale de conciliation là où c'est possible. Ces derniers sont en réalité une partie intégrale de la structure du pouvoir de l'establishment. Il n'est pas dit que ces Conseils doivent être ignorés, mais l'importance de les utiliser comme voie d'accès aux détenteurs du pouvoir ne doit pas être exagérée.

En Tchécoslovaquie, semble-t-il, les seuls changements prévisibles sont ceux qui seront provoqués par un nombre croissant d'individus insistant sur leurs droits et libertés individuels, la vérité et la dignité de l'homme, et par une rupture de la résignation, de la complaisance et de la corruption qui ne peuvent que perpétuer le régime pourri tchèque. L'insistance des Tchèques sur la priorité qui doit être accordée aux questions des droits de l'homme semble alors bonne — seul un tel peuple peut lutter pour une véritable responsabilité et obliger son gouvernement à respecter ses demandes pour un désarmement nucléaire et le lever du rideau de fer comme conditions préalables à toute paix durable.

Zdena Tomin et Jan Kavan ont tous les deux été porte-parole de Charte 77.

Traduit de l'anglais par  
Denis Favreau



*Déclaration  
sur les mouvements  
pour la paix  
de l'Europe de l'Ouest*

On nous a récemment fait part d'un intérêt provenant de divers milieux à l'égard de notre attitude envers l'actuel mouvement pour la paix en Europe de l'Ouest, un mouvement qui, dans l'étendue et la détermination de son opposition aux armes nucléaires, dépasse tout ce que l'Europe a connu à ce jour. Notre attitude prend racine dans les fondements mêmes de notre engagement pour la cause des droits civils et humains dans notre pays.

Il est de notre objectif que les pactes, qui font maintenant partie de notre ordre juridique, telle la loi 120/76 Sb., soient respectés, surtout le Pacte international sur les droits politiques et civils et le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, qui dans son préambule et ceci en accord avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, reconnaît que l'inaliénabilité des droits de l'homme et de la dignité humaine constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Nous demandons que nos instances dirigeantes respectent l'entente dont notre république s'est chargée en ratifiant ces Pactes et en signant l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et coopération en Europe. L'Acte final situe le respect des libertés de l'homme, telles que formulées dans la Déclaration universelle et dans les deux Pactes, parmi les principes fondamentaux des politiques destinées à réduire les tensions et à favoriser la paix

et la coopération internationale. Conformément à ces documents, qui sont d'importants produits de la politique de détente en Europe et la source de son développement futur, nous considérons le respect des droits de l'homme et des libertés comme partie intégrale de la détente avec autant d'importance que ses composantes militaires, économiques et diplomatiques, et en interaction avec celles-ci.

À plusieurs reprises nous avons affirmé, dans des lettres et suggestions adressées à nos autorités d'État, que nous prenons très au sérieux les paroles sur l'indivisibilité de la paix si solennellement proclamées depuis maintenant des décennies, et à de nombreuses occasions. Le document d'Helsinki est sans équivoque par son inclusion explicite du respect des droits de l'homme comme composante égale à l'intérieur de la structure d'indivisibilité, sans quoi une politique pour la paix, méritant une telle appellation, est impensable. La connexion est mutuelle et fonctionne dans les deux sens. On peut difficilement croire dans la sincérité des efforts pour la paix là où les gens sont persécutés pour avoir demandé que soient exécutées les promesses d'une politique de détente dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. D'autre part, on ne peut considérer comme défenseurs de ces droits et libertés ceux qui accélèrent la course aux armements et qui augmentent les dangers d'une guerre, surtout en Europe, la dérobant ainsi des espoirs et possibilités offertes par l'Acte final d'Helsinki et

menaçant de faire du continent un champ de bataille nucléaire, le cimetière des nations et des civilisations d'où surgit le concept des droits de l'homme à l'intérieur duquel le droit à la vie occupe une place privilégiée.

On peut difficilement considérer comme véritables défenseurs de ces droits, y compris le droit à la vie et à la liberté sans la peur de la guerre, ceux qui n'accusent que leurs adversaires et opposants politiques de les compromettre, mais tolèrent un tel comportement chez eux-mêmes et leurs alliés. Nous accueillons donc le fait que parmi ceux qui lèvent la voix en avertissant et demandent fermement de leurs propres gouvernements qu'ils respectent premièrement les règles de conduite en fonction des démarches d'Helsinki, on trouve un grand nombre de nos amis qui n'ont pas hésité à montrer leur solidarité avec ceux d'entre nous dont l'attitude à l'égard de la violation de ces engagements et dont la volonté de contribuer à leur réalisation nous a mérité d'être persécutés, harcelés et privés davantage de nos droits par nos dirigeants. Nous souhaitons qu'ils continuent de lutter pour la paix et son indivisibilité, qui embrasse non seulement diverses étendues géographiques, mais aussi, diverses dimensions de la vie humaine. Nous n'avons pas les mêmes occasions qu'eux de faire connaître aussi clairement notre croyance commune dans l'indivisibilité de la paix et de la liberté.

Nous aimerions au moins leur dire que nous sommes de ceux qui oeuvrent pour épar-

gner notre continent de la destruction, et pour permettre aux nations, à leurs gouvernements et à tous les peuples de bonne volonté de suivre le chemin tracé par Helsinki en 1975.

Le 15 novembre 1981.  
Bedrich Placak,  
Vaclav Maly,  
porte-parole de Charte 77  
et Jiri Hajek,  
membre du groupe des  
porte-parole de Charte 77

Traduit de l'anglais  
par Denis Favreau

**Lettre ouverte  
du mouvement pour  
le désarmement nucléaire  
européen (DNE)  
à Charte 77**

Chers ami-e-s,

Nous tenons à vous remercier de votre plus récente communication à l'adresse des mouvements pour la paix de l'Ouest (Charte 77, Document n° 38/83) et de l'exemplaire de votre lettre adressée au président de la Tchécoslovaquie (Charte 77, n° 39/83).

C'est avec une immense sympathie et une grande admiration que nous avons suivi les rapports venant de votre pays concernant les protestations contre l'implantation de nouveaux missiles soviétiques sur votre territoire. Tout comme vous, nous nous opposons à l'escalade continue de la course aux armements, l'exemple le plus récent et le plus dangereux étant la localisation de nouveaux missiles nucléaires dans les deux parties de l'Europe. Nous partageons aussi

vosre conviction que l'obtention d'une détente internationale ne peut jamais être la tâche exclusive des gouvernements, mais doit être également la responsabilité de tous les citoyens. Notre document de base, l'*END Appeal* de 1980, proposait une stratégie politique de détente à partir de la base avec comme but la dissolution de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Il fit entendre le besoin de « défendre et étendre les droits de tous les citoyens, de l'Est ou de l'Ouest, de participer dans ce mouvement commun et de s'engager dans tout genre d'échanges ». Nous demeurons fidèles à cet Appel et nous insistons sur le fait que le respect des droits civils et des libertés démocratiques constitue une condition préalable vitale et nécessaire pour que les citoyens assument leurs responsabilités.

Nous sommes donc consternés par les rapports, les harcèlements et les interrogations continus auxquels vous et d'autres Tchèques avez été soumis, contrairement aux lois de votre pays prévoyant l'expression ouverte et légitime des opinions des citoyens. Nous voulons exprimer notre solidarité avec vos actions et réitérer notre point de vue — énoncé publiquement en réponse à votre document du 16 novembre 1981 et répété dans notre protestation contre l'arrestation et l'emprisonnement honteux du militant de Charte 77, Ladislav Lis — que les autorités de votre pays devraient « mettre fin à tout harcèlement de Charte 77 et faciliter tout genre de communication entre partisans des droits de l'homme et de la cause de la paix en Europe »

(*End Bulletin*, n° 8, 1982).

Depuis plusieurs années maintenant, vous avez défendu le principe de l'indivisibilité de la paix, réaffirmé tout récemment dans votre déclaration conjointe du 12 février 1984 avec *Solidarnosc* et le KOR/KSS polonais. Vous avez souligné que les efforts de paix des gouvernements ne sont pas sincères, là où ils sont accompagnés d'une persécution de leurs propres citoyens qui demandent d'exercer leurs libertés démocratiques et leurs droits humains fondamentaux. Au même moment, vous avez souligné que les gouvernements qui accélèrent la course aux armements au nom de la défense de ces droits et libertés ne font que rapprocher les dangers d'une guerre nucléaire en Europe, menaçant ainsi la civilisation même où apparaissent en premier les principes des droits de l'homme et de libertés démocratiques.

Nous accueillons et appuyons cette emphase sur l'inséparabilité de la paix et des droits démocratiques. À notre avis, une paix véritable et durable nécessite une transformation démocratique de l'Europe, c'est-à-dire éliminer toute violence entre et à l'intérieur des pays, ainsi que la violence actuelle dans les relations entre citoyens individuels et leurs États. Cette position fait appel clairement à une transformation pacifique des réalités géopolitiques actuelles dans les deux parties de l'Europe. Nous ne considérons pas ces réalités comme figées à jamais et incontestables. Comme nous le soulignons dans une lettre de janvier 1981, adressée à M. Zhukov, président du

Comité soviétique de la paix, nous croyons que « ... les obstacles qui divisent l'Europe doivent être surmontés avec le temps ... par des moyens pacifiques, en même temps que sont négociés des accords régionaux portant sur les armes nucléaires et conventionnelles. Ainsi, étape par étape, les nations individuelles de l'Est et de l'Ouest pourront reprendre une certaine autonomie par rapport aux blocs respectifs et rejoindre une communauté paisible de nations européennes ... » Cependant, pour que ces nouveaux accords entre pays soient authentiques et durables, ils doivent être accompagnés d'une liberté de communiquer et d'échanger, entre citoyens de l'Est et de l'Ouest, des idées et des programmes concernant les moyens pour arriver simultanément à la paix et à la démocratie.

Ainsi, nous rejetons comme fausse l'affirmation à l'effet qu'il n'existe que deux alternatives : soit une annihilation mutuelle par la guerre nucléaire ou le maintien d'une division injuste et non démocratique de l'Europe en deux blocs (une situation qui d'elle-même constitue une source majeure des dangers d'une guerre nucléaire globale). Nous sommes du nombre croissant de ceux qui, en Grande-Bretagne et ailleurs, croient qu'il existe une troisième alternative pour atteindre une paix durable en Europe et à travers le monde. Cette troisième alternative soutient que les buts de paix et de démocratie ne peuvent être considérés séparément, que des initiatives indépendantes dans les moitiés orientale et occidentale de notre continent sont néces-

saires à la création d'un espace et d'une dynamique pour la réalisation d'une Europe pacifique et démocratique. Nous avons avancé ce point de vue dans notre document du 14 décembre 1981 et également déclaré le besoin de « travailler pour la démocratie dans la vie politique et économique de chaque pays afin d'assurer les droits fondamentaux de l'homme — surtout le droit à la paix — pour tous les peuples ».

Nous saluons l'engagement à la paix et aux droits démocratiques que vous avez démontré de manière conséquente dans vos diverses déclarations, et nous vous remercions de la contribution significative que vous avez faite au débat international pour la paix. Conscients que parvenir au respect des libertés démocratiques et du droit fondamental à une communication ouverte entre citoyens de l'Est et de l'Ouest constitue une composante vitale de toutes nos entreprises pour garantir une paix durable en Europe et à travers le monde, nous vous assurons de notre solidarité et notre appui pour vos efforts courageux.

Le 16 mars 1984  
Traduit de l'anglais  
par Denis Favreau

*Charte 77,  
Document n° 9/84 :  
Lettre ouverte aux  
mouvements pour la paix  
britanniques,  
CND et END*

Chers ami-e-s,  
Nous vous remercions de

vos lettres ouvertes que nous avons reçues après un certain délai et dans lesquelles vous réagissez à nos initiatives de l'automne dernier. Nous sommes reconnaissants de l'appui que vous exprimez à l'égard de nos actions, tant dans vos lettres que dans vos actions pratiques. Il nous fait grand plaisir de constater que nos positions sur un grand nombre de questions de base se sont rapprochées et que la compréhension mutuelle croissant de part et d'autre permet d'espérer un dialogue plus poussé et même une coopération pratique.

À cette étape, cependant, nous sommes dans l'obligation de nous dispenser de la politesse et du langage diplomatique afin de mieux définir un certain nombre de réalités fondamentales.

Par sa nature même, Charte 77 n'est pas et ne peut être un mouvement pour la paix ; il ne tente non plus d'en devenir un. D'abord, il ne s'agit pas d'un mouvement mais d'une campagne sociale menée par des citoyens individuels de tous âges, de toutes vocations, de toutes opinions politiques et de toutes croyances religieuses qui sont liés ensemble par un sens de responsabilité publique face à la situation actuelle, et par une détermination d'agir pour corriger cette situation, à partir d'un respect inébranlable pour certaines valeurs telles la liberté, la justice et la dignité humaine : en d'autres mots, des efforts qu'on peut décrire imprécisément par une espèce de sténographie journalistique sous l'appellation de défense des droits humains et civils. Ainsi, pour deux raisons fon-

damentales, Charte 77 ne constitue pas un mouvement du tout, au sens courant du terme. (Il ne s'agit pas là, cependant, de « fruits amers » de la part de quelque groupe crypto-oppositionnel végétant dans une société totalitaire, mais d'une politique que nous avons suivie avec consistance sur la base de notre conviction qu'elle représente un facteur nouveau dans nos efforts pour surmonter la crise politique et morale globale.) Charte 77 est bien davantage concerné par la promotion et l'extension du sentiment précité de co-responsabilité, de devenir un mouvement de masse et de gagner le plus grand nombre possible de partisans ; il n'est guère en position, de toute manière, de se donner des buts politiques spécifiques, du moins, pas dans le sens habituel du mot « politique ».

Charte 77 peut encore moins être décrit comme un mouvement pour la paix. Bien entendu, nous savons qu'une condition vitale à l'existence de la liberté, la justice et la dignité de la vie humaine est l'existence de la vie elle-même — et, en ce sens, la défense de la paix est une composante légitime et essentielle de nos efforts. Cependant, le mot « paix » peut être utilisé dans des contextes plus divers. Il peut signifier une tranquillité d'esprit : être en paix avec soi-même. Il peut désigner une paix civile, c'est-à-dire des relations pacifiques fondées sur la justice, entre citoyens individuels et entre citoyens et leurs États. Finalement, il peut signifier une paix entre nations et États : leur coexistence dans une paix durable (quoiqu'il doit

être évident qu'il y a beaucoup à faire pour passer de l'« absence de guerre » à la véritable paix). Le caractère même de notre activité implique que nous considérons insensé et dangereux — politiquement et humainement — tout effort pour atteindre un « salut personnel » où la paix n'est considérée qu'en termes spirituels comme une question d'expiation individuelle isolée. Cependant, nous considérons qu'il est également téméraire et dangereux soit de réduire la paix à une question d'accords et de détente entre États et blocs (sans que cela n'implique un changement dans leurs structures internes qui sont militaristes et ainsi dans un état permanent de préparation pour une guerre externe), ou de la réduire à une simple mesure partielle de désarmement ou de limitation des armes.

Nous croyons devoir nous objecter au passage dans la lettre du DNE, selon lequel nous aurions souligné que « les gouvernements qui accélèrent la course aux armements au nom de la défense de ces libertés et droits (c'est-à-dire des libertés et droits humains démocratiques fondamentaux) ne font que rapprocher le danger d'une guerre nucléaire en Europe, menaçant ainsi la civilisation même où apparurent en premier les principes des droits de l'homme et des libertés démocratiques ». Nous n'avons jamais maintenu quoi que ce soit de la sorte, directement ou indirectement et, pour la plupart d'entre nous, un tel langage nous est inacceptable, à la fois à cause de son biais excessif et de sa naïveté politique. Naturellement, nous

sommes conscients que la capacité de destruction totale des armes nucléaires crée une situation qualitativement nouvelle, l'une à laquelle les concepts traditionnels ne peuvent être appliqués qu'avec grand soin. Nous savons également qu'il existe des risques dans toutes les attitudes militantes et déterminées — même dans la cause des droits de l'homme et des libertés civiles. Des limitations inévitables à ces droits peuvent aisément se transformer en leur suspension opportune car, aux yeux des détenteurs du pouvoir et des militaires, ces droits seront toujours considérés comme étant un poids gênant dans la balance.

Néanmoins, nous faisons une distinction nette entre agression et défense, entre agresseurs et victimes. Nous sommes opposés au stockage de matériaux militaires qui représentent une sérieuse menace à toute l'humanité ; mais nous sommes aussi fermement opposés à toute mesure de désarmement unilatéral et de concessions déséquilibrées qui, dans la situation actuelle, avec son manque d'intentions honorables, sa méfiance internationale et, surtout, son indifférence civile à l'égard des centres de pouvoir politique et militaire, augmenteraient radicalement cette menace à l'ensemble de l'humanité. Craindre pour sa peau est, après tout, un puissant outil de dissuasion. Il n'y a rien de plus dangereux que de tenter avec des visions d'une victoire et d'une survie possibles, ceux qui pourraient appuyer sur le bouton et déclencher la prochaine et dernière guerre. Après tout et contrairement à

vous, nous possédons une expérience personnelle du fait qu'il existe, à part la guerre nucléaire, d'autres moyens moins spectaculaires de détruire des civilisations qui ne sont pas pour autant moins efficaces. C'est pourquoi du moins certains d'entre nous préféraient prendre le risque (aussi grand soit-il) d'une position ferme, face aux conséquences malheureuses inévitables de l'apaisement — et nous sommes liés par le consensus dans toutes nos déclarations.

Nous voulons que ces objections soient entendues puisque certaines paroles ou interprétations que nous tenons comme inacceptables nous ont été attribuées. Non plus pouvons-nous nous identifier, ni accepter, une foule d'autres opinions exprimées dans les lettres de vos deux mouvements, soit parce que nous ne sommes pas en accord avec elles pour des raisons de faits, ou parce qu'elles se situent hors des limites de notre « compétence ». Néanmoins, il nous fait plaisir d'avoir reçu ces différents points de vue que vous présentez comme étant vos opinions. Après tout, le terrain le plus propice au dialogue est précisément celui où il y a différence d'opinion. En principe, Charte 77 ne se fermera jamais à tout dialogue égal et bien intentionné : car, dans un certain sens, il est fondé sur la conviction que le dialogue ouvert et authentique est la seule voie (si toutes les différences politiques, idéologiques et religieuses sont respectées) pour parvenir à une entente sur les valeurs indivisibles et inaliénables de la liberté de l'homme, de la justice et de la

dignité, et pour renverser le processus par lequel ces valeurs s'érodent dans le monde moderne. Ne craignez surtout pas que nous serons déviés de notre dialogue avec vous par des considérations politiques utilitaires ; ni par les résultats d'une menace de répression plus grande ni par une perte de confiance en nous de la part de nos plus puissants partisans. Au contraire, nous accueillons et estimons doublement un dialogue avec les mouvements pour la paix (c'est-à-dire avec ces institutions qui n'ont pas été créées à la suite d'initiatives des autorités qui poursuivent aveuglément leurs fins stratégiques).

Nous estimons que ces mouvements ne sont pas le produit d'une manipulation idéologique étrangère, d'une terreur froide ou d'une fuite hystérique des décisions d'importance réelle (quoique tous ces éléments peuvent s'y retrouver), mais plutôt, qu'ils sont l'expression d'une profonde responsabilité civique qui, face à une crise mondiale indéniable, n'hésite pas à s'engager, personnellement et sans égoïsme, au nom de la vie humaine et de ses valeurs fondamentales. De plus, votre position « marginale », peut-on dire, en relation avec les structures démocratiques et les mécanismes politiques classiques, se rapproche de près au sens et aux formes de nos propres efforts. (Ici aussi, nous devons cependant souligner notre profonde conviction que ces structures constituent le fondement vital qui a toujours été rejeté ou falsifié au coût d'un plus grand mal ; mais, cependant, nous savons que

le déclin de ces structures a beaucoup contribué à la création de la crise globale actuelle et que, sans nouvelles impulsions radicales ou transformations régénératrices, on ne pourra trouver d'issue à cette crise.)

Nous apprécions donc un dialogue avec vos mouvements et nous croyons qu'il est en capacité de modifier et d'enrichir non seulement les positions des partis impliqués, mais aussi la conscience de ceux qui suivent nos échanges de loin. Ainsi, aussi longtemps que prévaudront un respect mutuel pour les points de vue de l'autre côté, et la bonne volonté d'apprécier le besoin vital pour ces différences et la nécessité de les réconcilier dans un sens positif, notre dialogue a la possibilité d'être transformé en une coopération pratique. Et si nous ne réussissons pas à atteindre une telle coopération au-delà des frontières de blocs et au-delà des barrières de schémas idéologiques et d'expériences différentes, il n'y aura aucun espoir pour la cause indivisible pour laquelle, il est à espérer, nous luttons tous ; que nous l'appelions la cause de la paix ou la cause des droits humains et démocratiques.

Le 5 mai 1984  
(téléphoné de Prague à  
Palach Press à Londres)  
Vaclav Brenda, Jiri Ruml et  
Jana Sternova, porte-parole  
de Charte 77

Traduit du tchèque par  
A.G. Brain et de l'anglais  
par Denis Favreau